

MATRICE D' ACTIONS PRIORITAIRES

A/ ACTIONS PRIORITAIRES A TRES COURT TERME

Contraintes	objectifs	actions	période	institution	Indicateurs	supports	Observations
Inexistence d'une structure chargée de gérer la mise en œuvre de la matrice d'actions	Assurer la mise en œuvre de la matrice d'actions prioritaires	Création de l'Unité de Mise en œuvre	Janv-fév 2008	Min. commerce PNUD BM UE	Unité créée et opérationnelle	Rapports d'activités	
Inexistence d'une structure chargée de gérer la mise en œuvre de la matrice d'actions	Suivre et coordonner la mise en œuvre	Mise en place des structures de gestion	Déc 2007- janv2008	Min. commerce PNUD UE	Structures existantes et opérationnelles	Rapports d'activités	
Méconnaissance de la mission assignée et non maîtrise de mécanisme de suivi et de gestion des projets	Renforcer les capacités des membres des dites structures	Formation des membres de structures en gestion, suivi de projets et sur leur rôle	Fév-mars 2008	Min. commerce PNUD UE BM	Membres formés	Rapports d'activités	
Inexistence d'une politique de promotion et de développement des exportations	Mettre en place une politique de promotion des exportations	Elaboration de politique de promotion et développement des exportations	Mars-juin 2008	Min. commerce CCI	Politique de promotion et de développement des exportations élaborée	Documents disponibles	
Non maîtrise par les cadres de la méthodologie des exportations des produits centrafricains	Renforcer les capacités des cadres dans la méthodologie d'exportation	Formation des cadres des différents Ministères sur la méthodologie d'exportation des produits	Mars-juin 2008	Min. commerce CCI	Cadres formés et stratégies de développement des exportations élaborées	Rapports disponibles quantités de produits exportées	
Instabilité juridique des affaires	- Renforcer la sécurité juridique et judiciaire,	- Mise en Œuvre du nouveau code de Commerce et des	Nov 2007- juin 2008	Min. commerce PNUD	Code de commerce élaboré, diffusé	Rapports et Texte de Loi disponibles	Projet démarré nov 2007, en

	- Créer un environnement favorable au secteur	mesures d'accompagnement, Mise en conformité de la législation aux règles multilatérales		BM	et vulgarisé sur toute l'étendue		cours
Le développement du secteur informel est largement favorisé par le poids de la fiscalité	Encourager les PME à investir.	Révision de la Charte d'Investissement	Déc 2007-juin 2008	Min. commerce BM	Charte d'investissement révisée	Texte de Loi disponible	
Multiples et longues procédures de création d'une entreprise	Faciliter les procédures administratives de création d'entreprise en vue de la réduction des délais et des coûts.	Opérationnalisation du guichet unique	2008	Min.commerce SFI Justice CCIMA MFB	Guichet Unique installé et opérationnel Temps et coût de procédure	Rapports disponibles	Financement sur SFI
- Absence de légitimité et perte de crédibilité par défaut d'élection du bureau de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA) - Insuffisance des ressources humaines,	Accomplir normalement sa mission d'informations économique, de formation ou d'encadrement des opérateurs économiques, de promotion des entreprises. - Reconquérir sa crédibilité et sa légitimité vis-à-	- Election du Bureau Exécutif de la Chambre de Commerce ; - Renforcement des capacités institutionnelles, humaines, financières et matérielles de la CCIMA.	2009 2008-2009	CCIMA MCIPME BM	Chambre de Commerce redynamisée et performante	Rapports disponibles Statuts de CCIMA élaborés	

financières et matérielles.	vis des opérateurs et partenaires économiques.						
Lourdeur et opacité dans le règlement des différends commerciaux	- Dynamiser les Prestations du Tribunal du Commerce dont l'insuffisance en personnel et en matériels performants rend le fonctionnement rudimentaire ; investissements ; - Déconcentrer le Tribunal du Commerce (doter les grandes villes du pays en instances juridictionnelles du commerce). Garantir le respect des contrats en vue de protéger les	Renforcement des capacités du Tribunal du Commerce sur le plan : - technique et matériel (informatisation du Greffe et du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ; - humain (formation des magistrats de longue carrière en droit OHADA et en droit de propriété intellectuelle, - Dotation des tribunaux du commerce en assesseurs (secteurs privés).	2008	Min. Justice Min.commerce BM	- Tribunal de commerce dans les régions - Code de Commerce adopté et appliqué.		
Capacités d'offres très insuffisantes	Assurer la sécurité alimentaire ; Satisfaire le	Développement des exportations de manioc, sésame et oignon (appuis à la	2008	Min.Agriculture Min.commerce CCI	Quantités produites, consommées et exportées	Rapports disponibles	

	marché régional	multiplication des semences, à l'encadrement, à la production et à la commercialisation)	2008				
Absence d'une politique de développement industriel	disposer de la politique industrielle	Elaborer la politique industrielle Elaborer la cartographie industrielle	2008-2009 2008	MCIPME Autres Ministères ONUDI BM			

B/ MATRICE GLOBALE D' ACTIONS PRIORITAIRES

SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

Contraintes	Objectifs	Actions	Echéances	Institutions	Indicateurs	Support
Manque de coordination et absence de programmation des activités statistiques au niveau national ;	Coordonner et harmoniser les actions et/ou initiatives en cours d'une part dans les différents services étatiques et d'autre part au niveau des bailleurs de fonds	Mise en place de la direction générale de l'ICASEES	Décembre 2007	MEPCI	Opérationnalité de la direction générale de l'ICASEES	Décret de nomination et rapports d'activités
		Adoption d'une stratégie nationale du développement de la statistique	Avril 2008	MEPCI Bailleurs de fonds	Disponibilité de la stratégie	Conseil de Ministres
Manque de cohérence des données publiées par diverses sources		Mise en place d'un cadre de concertation	Permanent	ICASEES et les autres structures	Nombre de réunions	Rapport de réunions
		Programmation des activités statistiques	Mars 2008	ICASEES	Nombre de réunions de programmation	Rapport de programmation
Manque des moyens matériels, de logiciels et de méthodologie	Améliorer la production des statistiques du commerce extérieur	Amélioration de la production des comptes nationaux et des statistiques sectorielles	Janvier 2008	ICASEES BEAC MFB BAD	Disponibilité des comptes de la Nation	Comptes de la Nation disponible
		Mise en place du mécanisme d'acheminement des données de la périphérie au niveau central	Mars 2008	ICASEES Douanes MCIPME	Réception mensuelle des données	Bordereau d'envoi des données

		Définition des méthodes statistiques adaptées pour évaluer les données sur la contrebande, la fraude et la corruption	Avril 2008	ICASEES Douanes MCIPME BEAC	Méthodes statistiques d'évaluation des données élaborées	Manuel des méthodes d'évaluation des données
	Renforcer les infrastructures	Amélioration des moyens de travail de l'ICASEES	Avril 2008	ICASEES Bailleurs de fonds	Disponibilité des moyens de travail	Véhicules Equipements Infrastructures
Insuffisance des ressources humaines de qualité	Augmenter le nombre des ressources humaines	Affectation des cadres	Janvier 2008	MEPCI ICASEES	Nombre de cadres	Décret de nomination, programme de formation et de recyclage
	Renforcer la capacité des ressources humaines	Formation des cadres sur les logiciels appropriés (SYDONIA++, EUROTRACE...), recyclage en matière statistique	Mars 2008	ICASEES Douanes MCIPME	Nombre de cadres formés	Rapport de formation et des voyages d'études
Manque de dispositif de conservation, de stockage et de diffusion des données	Améliorer le stockage et la diffusion des données statistiques	Mise en place du système d'archivage et de stockage des données sur CD-ROM et mémoires extérieures	Juin 2008	ICASEES	Disponibilité des CD-ROM et mémoires extérieures	CD-ROM Mémoires extérieures
		Actualisation des données du Site Internet de l'ICASEES	Juillet 2008	ICASEES	Disponibilité des données sur le site Internet	Site Internet actualisé constamment
		Respect de la périodicité des publications	Janvier 2009	ICASEES	Disponibilité des publications	Publications des documents

SECTEUR PRIVE ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Contraintes	Objectifs	Matrice des Actions	Période	Institutions	Indicateurs	Supports
<p>Multiples et longues procédures de création d'une entreprise</p>	<p>- Faciliter les procédures administratives de création d'entreprise en vue de la réduction des délais et des coûts.</p>	<p>Opérationnalisation du guichet unique</p>	<p>2008</p>	<p>Justice CCIMA MFB MCIPME</p>	<p>Guichet unique installé et opérationnel Temps et coût de procédure réduits.</p>	<p>Rapports d'activités</p>
<p>- Absence de légitimité et perte de crédibilité par défaut d'élection du bureau de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA)</p> <p>- Insuffisance des ressources humaines, financières et matérielles.</p>	<p>- Accomplir normalement sa mission d'informations économique, de formation ou d'encadrement des opérateurs économiques, de promotion des entreprises. - Reconquérir sa crédibilité et sa légitimité vis-à-vis des opérateurs et partenaires économiques.</p>	<p>- Election du Bureau Exécutif de la Chambre de Commerce ; - Renforcement des capacités institutionnelles, humaines, financières et matérielles de la CCIMA.</p>	<p>2009 2008-2009</p>	<p>CCIMA MCIPME</p>	<p>Chambre de Commerce redynamisée et performante</p>	<p>Statuts de la CCIMA adopté</p>
<p>Insuffisance de structures d'encadrement et de promotion des activités économiques</p>	<p>Informier, former pour promouvoir les PME</p>	<p>Mise en place de structures d'encadrement et de promotion des activités économiques</p>	<p>2008-2009</p>	<p>Mini Education ACFPE</p>	<p>Existence de Centres de formation Sites créés</p>	<p>Conventions de partenariats</p>

<p>Lourdeur et opacité dans le règlement des différends commerciaux.</p>	<p>- Dynamiser les Prestations du Tribunal du Commerce dont l'insuffisance en personnel et en matériels performants rend le fonctionnement rudimentaire ; - Garantir le respect des contrats en vue de protéger les investissements ; - Déconcentrer le Tribunal du Commerce (doter les grandes villes du pays en instances juridictionnelles du commerce).</p>	<p>Renforcement des capacités du Tribunal du Commerce sur le plan : - technique et matériel (informatisation du Greffe et du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ; - humain (formation des magistrats de longue carrière en droit OHADA et en droit de propriété intellectuelle, - Dotation des tribunaux du commerce en assesseurs (secteurs privés).</p>	<p>2008-2010</p>	<p>Ministère de la Justice, Garde des Sceaux CCIMA MCIPME</p>	<p>Tribunal de commerce dans les régions Code de Commerce adopté et appliqué.</p>	<p>Texte de création adoptés et signés</p>
<p>Instabilité juridique des affaires</p>	<p>- Renforcer la sécurité juridique et judiciaire, - Créer un environnement favorable au secteur</p>	<p>- Mise en Œuvre du nouveau code de Commerce et des mesures d'accompagnement, Mise en conformité de la législation aux règles multilatérales</p>	<p>2008-2009</p>	<p>MCIPME Partenaires internationaux</p>	<p>Code de Commerce adopté et appliqué.</p>	<p>Texte de loi promulgué</p>
<p>La corruption gangrène tout le système judiciaire et l'ensemble de l'Administration et entraîne des coûts</p>	<p>- Réduire les coûts induits par la corruption, - Moraliser les acteurs publics et privés du développement ;</p>	<p>Création d'un Réseau national indépendant de lutte contre la corruption</p>	<p>2009-2010</p>	<p>Ministère de la Justice Secteur privé Partenaires internationaux</p>	<p>Un réseau national indépendant de lutte contre la corruption est créé.</p>	<p>Textes de création adoptés, signés et publiés</p>

	- Dénoncer et réprimer les pratiques de corruption.					
Le développement du secteur informel est largement favorisé par le poids de la fiscalité	Encourager les entreprises informelles à intégrer le secteur formel.	- Révision de la Charte des investissements et du Code Général des Impôts, - Mesures incitatives pour faciliter le passage du secteur informel au secteur formel.	2008-2009	Ministère des Finances et MCIPME Commission Nationale d'Investissement	Charte des investissements et Code Général des Impôts révisés.	Charte des investissements et Code Général des Impôts révisés
L'accès aux crédits reste très coûteux et sélectif pour les PME/PMI.	- Faciliter les conditions et procédures d'accès aux crédits de tout genre ; - Faciliter l'accès aux crédits aux femmes promotrices de PME, - Accroître la concurrence entre les banques existantes en matière de crédits aux PME/PMI.	-Création ou multiplication des structures adaptées de finance et micro finance -Mise en place de fonds de garantie - création d'une Institution de financement des actions féminines	2009-2010 2009-2010	MFB MCIPME MEPCI Partenaires MFB MCIPME MAF	Nombre de bénéficiaires de crédits et de projets financés. Nombre de bénéficiaires de crédits et de projets financés	Structures adaptées des finances et micro finances créées Fonds de garantie mis en place
Des parties de la Charte des Investissements ne satisfont pas les bonnes pratiques	Adapter la Charte en prenant en compte certains secteurs spécifiques comme le commerce de	Révision de la Charte des investissements	2008-2009	MF MCIPME Partenaires Secteur privé	Charte des investissements révisée	Charte des Investissements disponible

	grandes surfaces (supermarchés) et certaines PME.					et largement diffusée.
La production de l'Energie est insuffisante et inégalement répartie sur l'étendue du territoire	-Accroître la production de l'énergie et fiabiliser sa distribution pour attirer des nouveaux investissements - Produire suffisamment l'énergie dans les villes de province pour déconcentrer les investissements industriels.	Actualisation des études en vue de la production d'énergies renouvelables pour l'industrialisation dans les villes de provinces Promotion des nouveaux investissements dans le secteur de la production de l'énergie. .	2008-2010	Ministère de l'Energie / Partenaires au développement MEPCI MFB	Nombre de sites de production d'énergie identifiés. Nombre d'industries et d'emplois créés	Code de l'Electricité et Autres Textes

FACILITATION DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Contraintes	Objectifs	Matrice des Actions	Période	Institutions	Indicateurs	Supports
Inadéquation du régime de transit (délais de traitement excessivement longs au niveau de l'initiation de transit à Douala)	- Réduire le délai de traitement des dossiers au niveau de l'initiation de transit à Douala Réduire le risque de fraude au niveau de dédouanement Moraliser les Douaniers	Révision et recadrage du rôle du Guichet Unique et de l'UNITEC. Vulgarisation de code d'Etiquette des Douanes	2008 2009	Douanes Guichet Unique	Projet évalué, complété, accepté et exécuté	Document révisé
Conditions de sécurité en deçà des normes internationales (OACI)	- Renforcer la sécurité aéronautique et aérienne - Mettre les aéroports aux normes internationales	Intégration des besoins de la RCA dans la préparation du projet régional de sécurité aérienne Renforcement des capacités de l'aéroport Bangui Mpoko	2008	Ministère des Transports et de l'Aviation civile	Financement Banque Mondiale	Convention de financement signée
Inefficacité du régime de transit entre le Cameroun et la RCA ; coûts de transport élevés.	Rechercher le financement pour la viabilisation de l'aire de dédouanement octroyée par le port autonome de Douala	-Viabilisation l'aire de dédouanement au port de Douala -harmonisation le régime de transit entre le Cameroun et la RCA	2008	Ministère des Finances / Douanes	contrat avec l'UNITEC sur la gestion du corridor de transit révisé.	Convention entre la RCA et le Cameroun
Problème de navigabilité sur l'Oubangui et la Sangha.	-Faciliter les transports fluviaux -Améliorer la navigabilité sur	Dragage et balisage des cours d'eau Oubangui/Sangha	2008	MTAC	Voie fluviale aménagée	Convention de financement

	l'Oubangui et la Sangha					
Problème de la complémentarité des modes de transports	Utiliser la complémentarité des modes de transports avec raccordement de la voie fluviale Mongoumba Brazzaville	Réhabilitation et bitumage du tronçon Bangui –Mongoumba Construction des ouvrages d'art sur la Lobaye et la Mpoko	2008 -2009	MTAC MED MEPCI MFB	Route réhabilitée, voie fluviale aménagée	
Tracasseries routières et administratives	-Supprimer les tracasseries routières et administratives - Assurer la libre circulation des personnes et des biens - Réduire le délai de traitement de transit	Création du Comité de suivi de démantèlement des barrières (Promotion du Projet CEMAC de facilitation de transit)	2008	CEMAC/ MTAC/M DN	Nombre de textes pris et appliqués	Arrêté interministériel
Faible capacité de la douane, Usage limité des outils informatiques	-Renforcer la capacité de la douane -Clarifier la fonction des postes douaniers	Renforcement de la procédure de dédouanement au niveau des directions régionales	2008-2010	MFB Douanes	Nombre de cadres formés de la douane sur l'utilisation du logiciel SYDONIA++	Rapport de formation
Charges procédurales liées à l'affrètement	Réduire les charges liées à l'affrètement	Assouplissement du régime d'affrètement	2008-2009	BARC/BGFT/BNF	Règles appliquées de transit	Conventions signées
Dégradation des infrastructures routières	-Réhabiliter et entretenir les infrastructures routières - Réduire le délai de route et les coûts de transport	Réhabilitation, bitumage et entretien des infrastructures routières	2008-2010	Mini Equipement et Désenclavement	Kilométrage des infrastructures routières réhabilités, entretenus et bitumés	Conventions signées

Méconnaissance du rôle du transitaire international	-Faciliter au maximum le mouvement de marchandises -Fournir aux pays transitaires la sécurité et les garanties douanières requises -Alléger les formalités à remplir	Redéfinition du régime de transit proche du TIR	2008-2010	MTAC/ CEMAC	Opérations douanières garanties	Terme de référence à consulter
Vétusté des moyens de transport et insuffisance du parc automobile	- Augmenter le parc automobile	Création d'une Banque d'investissement	2008-2010	MTAC MFB Secteurs privés	Parc automobile augmenté	Recherche de financement (Convention) Banque d'investissement sur place
Insuffisance des voies d'accès à la mer.	-Diversifier les axes de désenclavement -Développer le commerce international	Diversification des voies prioritaires d'accès terrestres vers la mer	2008-2015	Mini Equipement et du Désenclavement MTAC MEPCI	Nombre de voies ouvertes vers la mer	Convention de financement

POLITIQUE ET INSTITUTIONS COMMERCIALES, INTEGRATION REGIONALE ET ACCES AUX MARCHES

Contraintes	Objectifs	Actions	Echéances	Institutions	Indicateurs	Support
Insuffisance de la capacité d'offre de la RCA	Diversifier et promouvoir les exportations des produits centrafricains dans les échanges intra régionaux, régionaux et mondiaux	La réalisation d'études et de recherches sur la compétitivité et la diversification du commerce extérieur ;	2008 -2009		Disponibilité du document	Document
		- élaboration de la stratégie nationale de promotion et du développement des exportations des filières porteuses,	2008-2010	MCIPME , les départements sectoriels de production et les	Disponibilité des nouveaux produits à promouvoir	Infrastructures
		- la mise en place des infrastructures de conservation et de distribution adéquates	2007-2008	Partenaires au développement, ONG.	Disponibilité des infrastructures	
		- Elaboration du code de commerce et sa mise en œuvre, - Sensibilisation de la population sur l'épargne.	2008-2010			
		la promotion des exportations en direction des pays de la CEMAC et des autres pays voisins (RDC, SOUDAN)	Court et moyen termes		Disponibilité mensuelle des données	Déclarations des exportations

Le dysfonctionnement des institutions chargées de la politique commerciale	Coordonner, négocier, harmoniser et mettre en œuvre les accords de l'OMC, de l'APE etc.	Mise en place effective d'une structure nationale (CNNC, comité de suivi des accords de l'OMC, Comité des normes, mesures sanitaires et phytosanitaires etc) pour appuyer les négociations.	2008	Différents départements concernés et / ou des organismes et partenaires concernés	Fonctionnalité des structures	Rapports des réunions Politique élaborée et disponible
Non fonctionnalité de la salle de référence de l'OMC	Renforcer les capacités du Centre de Référence	Connexion à l'Internet et dotation en outils informatiques	2008	MCIPME et Partenaires	Fréquentation du centre de référence par le public	Site Internet installé
Inexistence d'un plan de carrière du personnel de la MCIPME	Doter des compétences nécessaires le département dans les domaines clés du commerce international et industriel	Formations des cadres moyens et supérieurs en commerce international, concurrence, consommation, répression des fraudes, analyse et évaluation des projets.	2008-2010	MCIPME et Partenaires	100 cadres formés	Rapport de formation
Incohérence des données commerciales	Améliorer la cohérence et la fiabilité des données statistiques	La mise en réseau des structures en charge des opérations fiscales, douanières et commerciales (Commerce, Douane et impôts)	2008-2009	MCIPME et Partenaires	Disponibilité de base de données fiables	CD-ROM mémoires extérieurs
Inefficacité de la politique sucrière	Démanteler le système de licence d'importation de sucre	Libéralisation du secteur sucrier	2008	MCIPME et MFB	Disponibilité du texte portant libéralisation du sucre	Traités, Décisions et lois

Manque de compétitivité de l'économie centrafricaine et la non attrayante de la charte des investissements	Réduire les crêtes tarifaires, les tarifs extérieurs communs et procéder à la relecture de la charte des investissements communautaires.,	Révision de tarifs et des crêtes	2009-2011	Gouvernement et CEMAC	Disponibilité des textes communautaires et nationaux	Traités, Décisions et lois
		La relecture de la charte des investissements	2009-2010			
Non harmonisation des normes et mesures sanitaires et phytosanitaires	Améliorer l'accès aux marchés sous régionaux, régionaux et mondiaux	Harmonisation des textes législatifs y relatifs	Court et moyen terme	MCIPME MDR MSP MEFCPE M.Energie	Disponibilité des textes communautaires et nationaux et les	Infrastructures, équipements, véhicules etc.
		Rendre fonctionnel les différentes structures nationales				
		Mise en place de laboratoires d'accréditation, de certification et de normalisation				
Double taxation des droits de douane au niveau de la CEMAC	Améliorer le niveau des populations	L'harmonisation des droits de porte et le respect de la réglementation douanière Communautaire	2009-2010	CEMAC et Gouvernement	Disponibilité des textes communautaires et nationaux	Traités, Décisions et Lois des finances
Manque de compétence	Elaborer les règlements sur le commerce des services	Recherche de l'assistance technique et formation des cadres.	2008-2009	MCIPME et Partenaires	Personnel recruté	Contrat
Manque de structure d'appui, de mise en œuvre et de suivi évaluation du cadre intégré	Coordonner la mise en œuvre et le suivi évaluation du cadre intégré	La mise en place d'un comité interministériel de coordination Elaboration du plan des actions	2008	MCIPME	Fonctionnalité du comité	Rapport du suivi évaluation

**SECTEUR COTON - CAFÉ
CAFÉ**

Contraintes	Objectifs	Actions	Echéance	Institutions responsables	Indicateurs	Support
Informations sur les paramètres de producteurs	Disposer des statistiques	<ul style="list-style-type: none"> - Audit sur la production - Régénération de plantations familiales de café 	Court Terme	MDR - ACDA	Document statistique disponible	Cahier de bord
Inadéquation des investissements de productions caduques	Relancer la filière	Mise en application de la recommandation de l'atelier de Boda en 2004	Court Terme	MDR-Plan	Augmentation de la production	Rapport du comité de suivi
Les partenaires d'achat du café sont instables et la capacité d'identification d'opportunité de marché limitée	Élargir les débouchés	Exploration des autres marchés (Soudan, Tchad, moyen Orient)	Court Terme	MDR - ORCCPA	Contrats signés entre les opérateurs	Rapport de mission
Insuffisance de la transformation locale	Créer la plus value	Appui aux structures privées de transformation de café	Court Terme	MDR , ORCCPA Finances	Augmentation du nombre des unités de transformation	Documents administratifs
Difficultés de fonctionnement des structures d'encadrement et désorganisation des producteurs	Rendre les structures d'encadrement et organisations paysannes opérationnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Étude de restructuration des organisations des producteurs - financement 	Moyen Terme	MDR ACDA	Existence d'encadreurs dotés de moyens	Rapport de mission
Faible Capacité de l'ICRA pour la recherche sur le robusta et arabica	Améliorer la qualité du café centrafricain	Renforcement des capacités de recherche de l'ICRA en matière de café robusta et arabica	Moyen Terme	MDR - ICRA	Augmentation du volume de café de qualité noble	Rapports d'activités

La RCA n'accède pas aux services de l'OIC du fait de non paiement des arriérés	Accéder aux paiements de l'OIC	Paiements des arriérés	Moyen Terme	MDR -Finances	Participation effective aux assises de l'OIC	État de paiement des arriérés
COTON						
Existence de société en faillite	Assainissement de la filière	Finalisation de SOCADA et SOCADETEX	Court Terme	MDR Finances	SOCOCA et SOCADETEX totalement liquidées	Rapport de liquidation
Faiblesse de la culture attelée	Relancer la culture attelée	Relance de la culture attelée	Court Terme	MDR - ACDA -ANDE	Opérationnalité des chaînes de traction animale	Document de relance
Pas de consensus pour le plan de relance de la culture du coton entre le gouvernement et le bailleur	Obtenir le consensus pour le plan de relance de la culture du coton	Préparation en commun du plan de la relance de la culture du coton	Court terme	MDR - Bailleur	Finalisation de plan en commun	Document de relance
Faible niveau d'organisation des producteurs	Relancer la filière	Appui à la restructuration des organisations paysannes	Moyen Terme	MDR ACDA Chambre d'agriculture	Reprise des activités des OPR	Document de restructuration
Insuffisance de structures privées d'approvisionnement en intrants	Rendre les intrants disponibles	Appui à la mise en place des structures d'approvisionnement	Moyen Terme	MDR ACDA	Existence des structures privées	
Absence de structures de transformations locale de la fibre	Offrir des débouchés	<ul style="list-style-type: none"> - étude de faisabilité et d'opportunité de transformation (surtout l'artisanat et aussi l'industrie) 	Court Terme Moyen Terme	MDR ACDA Finances	Existence d'unités de transformation	<ul style="list-style-type: none"> - document d'étude - Document de projet

Contraintes	Objectifs	Matrice d'actions	Période	Institutions	Indicateurs	Supports
-Insuffisance d'infrastructures de Tourisme de Réunion	- Diversifier les produits touristiques ; - augmenter le Nombre des visiteurs ; -Développer les activités culturelles et commerciales -Développement des infrastructures de tourisme	-Construction d'un Palais de Congrès ; -Appui à la création des Hôtels de moyen standing à Bangui et dans les grandes villes de l'arrière-pays (8 villes).	2008-2010 2008-2010	-Finances -Plan -Tourisme -urbanisme	Nombre de palais et d'hôtel. construits	- Plan Directeur de Développement Touristique (PDDT) ; - Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).
-Insuffisance d'aménagement des sites éco touristiques	- augmenter le nombre des touristes ; - créer des emplois ; - apporter de devises ; - Lutter contre la pauvreté	-Appui à l'aménagement des Aires Protégées : -Dzanga-Sangha ; -Manovo-Gounda Saint-Floris et domaine d'awakaba ; -Mbaéré Bodingué (Ngotto) ; -Forêt de Bangassou.	2008-2010	-Finances -Plan -Tourisme -Eaux et Forêts	Nombre des aires aménagées	- Plan Directeur de Développement Touristique (PDDT) ; - Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).
-Tourisme comme facteur de réconciliation nationale - Absence de circuits touristiques pour le tourisme de vision	- Diversifier les produits touristiques ; -Augmenter la durée des séjours des touristes ; - faciliter le contact entre les populations centrafricaines d'une région à l'autre.	-Appui à la création de circuits touristiques au Sud-Ouest, Centre et l'Est du Pays.	2008-2010	-Finances -Plan -Tourisme -Eaux et Forêts -Culture	Nombre de circuits créés	- Plan Directeur de Développement Touristique (PDDT) ; - Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).
-Absence d'un centre de tourisme culturel.	- Diversifier les produits touristiques ; -Valoriser les produits culturels et artisanaux ; -Favoriser leur commercialisation.	-Appui à la construction à Bangui et dans les villes de l'arrière pays des centres de tourisme culturel.	2008-2010	-Finances -Plan - Tourisme - urbanisme	Nombre centres culturels construits	- PDDT ; - Diagnostic du secteur Tourisme et les perspectives de développement ; -DSRP.

Absence de circuits intégrés avec les autres Etats de la CEMAC, Soudan et la République Démocratique du Congo.	-Augmenter le nombre des touristes de vision ; -Apporter des devises ; - Renforcer l'intégration sous-régionale.	-Appui à la création de circuits touristiques d'abord avec les Etats de la CEMAC ; ensuite avec les autres Etats ; -Création des Agences de Voyages et de Tourisme.	2008-2010	Etats de la CEMAC et les autres Etats voisins	Nbre de circuits créés au sein de la CEMAC et autres pays voisins	- Forum de Yaoundé - Commission de l'OMT pour l'Afrique à Libreville.
Faible développement du tourisme de proximité	Développer le Tourisme pour les visiteurs de courts séjours et pour les nationaux.	Appui à l'aménagement des sites autour de Bangui sur un rayon de 150 km et à l'intérieur du pays	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme - Eaux et Forêts - Arts et Culture.	Nbre de sites aménagés	- PDDT ; - Diagnostic du secteur Tourisme et les perspectives de développement ; -DSRP.
Insuffisance d'aménagement des sites touristiques communautaires.	-Protéger les ressources naturelles ; - Lutter contre la pauvreté ; -responsabiliser les villageois à protéger leur propre patrimoine naturel.	-Appui à l'aménagement de la forêt d'Alimbou à Bria ; - Appui au renforcement des activités des zones de chasses villageoises existantes ; -Appui à la création de nouveaux sites communautaires à la demande des populations riveraines ou des ONG.	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme - Eaux et Forêts - Arts et Culture	Nbre de forêts communautaires aménagées	- PDDT ; - Diagnostic du secteur Tourisme et les perspectives de développement ; -DSRP.
Absence d'actions d'accompagnement des initiatives existantes et naissantes de type informel.	- Augmenter la fréquentation de ces établissements formels et informels ; - Améliorer les prestations ; - Lutter contre la pauvreté.	Appui à l'aménagement et réaménagement des établissements d'hébergement et de restauration de type économique et rapide à Bangui et dans les gares routières des provinces.	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme	Nbre d'établissements d'hébergement et de restauration de type informel aménagés	- PDDT ; - Diagnostic du secteur Tourisme et les perspectives de développement ; -DSRP.
Absence d'une structure de formation et de recyclage du personnel des établissements privés.	-Améliorer la qualité de prestations ; -Remettre à niveau du personnel privé ; -Encourager des initiatives privées.	Construction d'un hôtel-école.	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme - Urbanisme	Hôtel-école créé	- PDDT ; - Diagnostic du secteur Tourisme et les perspectives de développement ; -DSRP.
Mauvaise connaissance des ressources touristiques et artisanales	-Actualiser le plan directeur du développement touristique (PDDT) -Elaborer un Plan Directeur de Développement Artisanal (PDDA)	-Inventaire national des ressources touristiques et artisanales ;	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme - Eaux et Forêts - Arts et Culture - Communication	Nbre de sites et ressources connus	-PDDT ; - Diagnostic du secteur Tourisme et perspectives de développement;

Absence d'une assistance financière aux opérateurs et aux communautés de base du secteur tourisme, hôtellerie et artisanat	-Améliorer la qualité des prestations ; -créer les nouvelles structures d'accueil ; -mettre en place un fonds de roulement ; -Aménager des aires protégées Communautaires.	- Appui financier aux opérateurs économiques et aux communautés de base du secteur tourisme et artisanat ; -Appui aux organisations de base - Mise en place du fonds de garantie	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme	Nombre d'opérateurs ayant eu accès au fonds de garantie	-PDDT -DSRP
Manque de professionnalisme dans le domaine du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Artisanat	-Améliorer la qualité des produits et des prestations.	-Formation ; -Recyclage ; -Création des Centres de production, d'exposition et de ventes ; -sensibilisation.	2008-2010	- Finances - Plan - Tourisme - Eaux et Forêts - Arts et Culture - communication.	Nombre d'établissements créés, Nbre d'opérateurs formés, recyclés et sensibilisés	-PDDT
Insuffisance des actions promotionnelles (Marketing).	-meilleure connaissance des produits à l'extérieur et à l'intérieur du pays ; -augmenter les ventes et le nombre des arrivées touristiques.	-Edition des supports promotionnels ; -Participation à des foires internationales ; -Organisation des foires nationales ; -extension des points de ventes locales ; - organisation des circuits d'exportation.	2008-2010	-Finances -Plan -Tourisme et Artisanat -Eaux et Forêts -Arts et Culture	Nombre de cibles atteintes	-PDDT
Faible capacité institutionnelle pour la réalisation des objectifs.	-améliorer la productivité ; -rendre plus efficace le personnel administratif.	Appui institutionnel	2008-2010	-Finances -Plan -Tourisme et Artisanat	-Nombre de cadres formés ; - Nbre de matériels livrés	- PDDT - DSRP
Faible consommation touristique par les nationaux	Favoriser le tourisme national	Appui à la construction d'infrastructures d'hébergement économique dans les sites touristiques tels que Dzanga-Sangha, manovo-gounda, mbaéré-bodingué,	2008-2010	-Finances -Plan -Tourisme et Artisanat	Nombre d'infrastructures d'hébergement économiques construites	- PDDT - DSRP

		etc.				
Insuffisance des mesures incitatives aux opérateurs économiques	Stimuler les activités des opérateurs économiques	Mesures incitatives aux opérateurs du secteur tourisme et artisanat	2008-2009	-Tourisme et Artisanat		Textes législatifs et Administratifs
Absence de facilitation pour les voyages de groupes	Stimuler les voyages de groupe	Mesures de facilitation des voyages et séjours des visiteurs en terme de visa, passeport et simplification des formalités aux frontières	2008-2009	Tourisme et Artisanat		Textes réglementaires

INDUSTRIES CULTURELLES

Contraintes	Objectifs	Mesures / actions	Institution	Indicateurs	Echéances	Supports
Insuffisance de protection de droits d'auteurs et de droits voisins	-Reformer et restructurer le BUCADA ; -renforcer la coopération avec les organisations internationales	-Reforme et actualisation des textes juridiques et réglementaires des droits d'auteurs et droits voisins -Vulgarisation des textes auprès des artistes - formation du personnel	-Ministère de la culture BUCADA - OMPI-OAPI	- Le BUCADA est opérationnel; - Coopération internationale réactivée	2008	Etude détaillée de la culture Rapport du forum culturel centrafricain
Manque de compétences en TIC, l'administration et en gestion des entreprises et industries culturelles et dans les métiers techniques	- Renforcer les capacités des artistes et des opérateurs culturels (Formation)	Formation dans le domaine de TIC - Formation à la conception des projets, à l'administration et gestion d'entreprise culturelle* -Formation dans le domaine des métiers artistiques et techniques	-Ministère de la culture -Organismes Internationaux -Entreprises et Industries culturelles -Acteurs culturels	Le nombre d'acteurs capables de soutenir le développement dans les différentes filières du secteur a augmenté de façon significative	2008-2010	Document d'orientation de la politique culturelle en Centrafrique
Absence de structures et d'équipements de production	Promouvoir un environnement propice en matériels et équipements	Création d'une centrale des matériels (Musique, cinéma, Théâtre) -création d'un studio de production et enregistrement -Création d'un centre multimédia	-Ministère de la culture -Organismes Internationaux -Entreprises et Industries culturelles	Matériels et équipements disponibles	2008-2010	Document d'orientation de la politique culturelle en Centrafrique

Difficile accès au programme de financement national et international	Créer des conditions favorables pour l'accès aux financements	Création d'un fonds de promotion des entreprises et industries culturelles (fonds de garantie); -Mise en place d'une structure fiscale incitative ;	-Ministère de la culture -Organismes Internationaux -Entreprises et Industries culturelles -Ministère des Finances -Ministère du plan	- Mécanismes de financement établi	2008-2010	Document d'orientation de la politique culturelle en RCA
Manque de visibilité de biens, produits culturels et artisanaux	– Assurer une bonne visibilité des biens culturels et des produits artisanaux	-Organisation des foires et expositions commerciales des produits artisanaux et des biens culturels -création d'un site Web sur les biens, services culturels et produits artisanaux Emissions Radio - Télé; Prospectus	Ministère de la culture -Organismes Internationaux -Entreprises et Industries culturelles -Ministère du Commerce -Ministère du Tourisme	Produits , biens culturels et artisanaux connus	2008-2010	Document DSRP Etude détaillée de la culture en RCA
Faible niveau du secteur	Structurer et mettre en réseau des industries, entreprises culturelles et artisanales	-Organisation des séminaires de sensibilisation et d'information des opérateurs des structures culturelles et artisanales -Mise en réseaux	Ministère de la culture -Organismes Internationaux -Entreprises et Industries culturelles	Bon fonctionnement du secteur structuré	2008 – 2010	Document d'orientation de la politique culturelle en RCA

Absence de structures de diffusion et de commercialisation	Organiser des circuits de distribution et de diffusion de produits culturels et artisanaux	-Création galeries expositions ventes -Promotion de la participation des acteurs aux foires internationales - Renforcement de la capacité des salles de spectacles - Création des carrefours culturels	Ministère de la culture -Organismes Internationaux -Entreprises et Industries culturelles -Ministère du tourisme -Ministère du commerce	Sensible augmentation de la vente des produits artisanaux et biens culturels	2008 – 2012	
------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------	-------------	--

FORESTERIE ET BOIS

Contraintes	Objectifs	Actions	Périodes	Structures	Indicateurs	Documents de bases	Observations
1- Insuffisances des informations sur le potentiel ligneux.	Connaître le potentiel ligneux dans les deux blocs sud-ouest et sud-est	Inventaire national des ressources forestières.	2007-2010	Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche chargé de l'Environnement (MEFCPE) avec la collaboration d'un Bureau d'Étude International.	Surface prospectée des deux blocs	- Code forestier - le document du Projet d'Aménagement des Ressources Naturelles (PARN) - Normes d'inventaire (PARPAF) - Manuel de dendrologie	1- A ce jour, deux essences à savoir l'Ayous et le Sapelli sont les plus exploités et exportés (forte demande sur le marché international)
2- Insuffisance du potentiel ligneux des essences endémique en reboisement.	Connaître les essences endémiques telles que le Sapelli, Ayous, Iroko...	Promotion des essences endémiques (locales).	2008-2013	Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche chargé de l'Environnement (MEFCPE)	Nombre d'essences inventoriées	- Rapports de terrain	2- Augmenter le taux de transformation locale à 85 %
3- Manque de dépôt de bois à l'intérieur du pays	Fourniture des avivés à tous les Centrafricains dans les 4 coins du pays	Création de dépôts de bois dans chaque chef lieu de préfecture	2008-2013	Organisation des commerçants grossistes (koli et ouali gala) de la place, Ministère du Commerce, MEFCPE	Nombre de dépôts de vente	Rapports des ateliers	Prix exhaustif des avivés sur le marché local

4- Manque d'un herbier national.	Connaître la biologie des essences à reboiser	-Création d'un herbier national - IEC	2008-2013	Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche chargé de l'Environnement (MEFCPE), ONG, Confession religieuse, groupement des jeunes, Association paysanne	Site prospecté	Rapport de terrain	4- Renforcement des capacités
5- Insuffisance quantitative et qualitative en personnes ressources.	Avoir des cadres compétents pour diriger les inventaires, à la Connaître la biologie des essences...	- Renforcement des capacités. - Traitement des données (conception de base de données statistiques) - Découpage des zones - Valorisations des essences secondaires	2008	Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche chargé de l'Environnement (MEFCPE, les projets sous tutelles (GTZ, ECOFAC...))	Nombre de personnes formées	Rapport de fin d'étude, mémoire, CD...	5 - Formation des cadres des Ministères (Finances, Commerce et Eaux et Forêts) - Équiper la Direction des Inventaires et Aménagement Forestier des ordinateurs et logiciel pour le traitement des données.

6 - Multitudes de taxes (Abattage, loyer, reboisement)	Adapter les taxes au contexte régional et international	- Révision régulière des valeurs mercuriales et des valeurs FOT	2010-2012	Ministère des Finances et Ministère des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche chargé de l'Environnement	Recettes	Loi des Finances	6- La suppression de taxe de reboisement entraîne le non respect du code forestier.
7- Augmentation continue des prix du gaz – oil.	Maîtriser les sources d'énergie	- Récupération et utilisation des déchets des produits de transformation comme autres sources d'énergie (Chaudière, création des unités de charbonnerie et industrie à pâte à papiers).	2010	Sociétés Forestières	Source d'énergie	Ministère des Finances, Ministère de l'Energie, Ministère du Commerce	7- Nécessité de créer d'autres sources d'énergie.

8- Manque de matériels performants pour les unités de transformation	Inciter les Sociétés Forestières à la diversification de transformation	- Augmentation du taux de transformation - Augmentation de la main d'œuvre qualifiée (mécanisation)	2008	- Sociétés Forestières	La qualité et la quantité des produits sur le marché	Rapport des Sociétés Forestières, MEFCPE	8- Encourager la 3 ^e transformation

SECTEUR MINIER

Contraintes	Objectifs	Actions	Echéance	Institutions	Indicateurs	Supports
Les informations sur le secteur minier sont dépassées	Réaliser l'audit du secteur	Réalisation de l'audit du secteur minier	2007-2008	Ministère des Mines	Informations obtenues	Rapport de l'Audit
Les informations sur l'exploitation artisanale d'or sont très limitées.	Réaliser une étude sur la production artisanale d'or et les réserves	Réalisation d'une étude analytique sur la production artisanale d'or et les réserves	2007-2008	Ministère des Mines	Informations et indicateurs obtenus	Rapport de l'Etude analytique
Certaines dispositions du Code Minier ne satisfont pas les bonnes pratiques	- Réviser le Code Minier et faire les réformes, - Adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives	Révision du Code Minier et réforme des politiques	2008	Ministère des Mines Ministère des Finances	Textes légaux et réglementaires disponibles	Code Minier et textes légaux
Problèmes spécifiques de sécurité du secteur	Créer la police minière pour assurer la sécurité et la protection aux acteurs légaux	- Création de la police minière, - Recyclage des experts-évaluateurs	2008-2010	Ministère des Mines	Nombre d'agents de police minière recyclés	Rapports
Faibles capacités des artisans miniers en matière d'exploitation et de commercialisation	Fournir l'assistance technique aux artisans miniers	Formation des artisans miniers	2009	Ministère des Mines	Nombre d'artisans miniers formés	Rapports de formation

SECTEURS A FORTS POTENTIELS

Contraintes	Objectifs	Actions	Echéances	Institutions	Indicateurs	Supports
Manioc						
Faible production Manque de bouture améliorée Problème de qualité du produit Absence de culture attelée Insuffisance d'encadrement	Assurer la sécurité alimentaire Satisfaire le marché sous régional	Appui à la multiplication de boutures améliorées Mise en place d'infrastructures de transformation et de conservation Appui à la mise en place de la culture attelée Appui au dispositif d'encadrement des producteurs et de la recherche	2008-2009	MDR, ACDA, ICRA, Mini Commerce, opérateurs économiques, Université	Qté de boutures distribuées Qté produite Qté commercialisée Nb d'attelage mise en place	Rapports
Igname						
Faible production Insuffisance de semence Faible niveau d'organisation des producteurs et de circuit de commercialisation Absence d'encadrement	Satisfaire le marché national, sous régional et international	Appui à la multiplication de semence Appui à l'organisation des producteurs Appui au dispositif d'encadrement Appui à la commercialisation	2008-2009	MDR, ACDA, ICRA, Mini Commerce opérateurs économiques, Université	Qté de semenceaux produits Qté produite Qté commercialisée	Rapports
Sésame						
Insuffisance d'encadrement Faible production Faible niveau d'organisation des producteurs et de circuit de commercialisation	Satisfaire le marché national, sous régional et asiatique	Appui au dispositif d'encadrement Appui à l'organisation des producteurs Appui à l'organisation de la commercialisation	2008-2009	MDR, ACDA, ICRA, Mini Commerce, opérateurs économiques, Université	Qté produite Qté commercialisée Nbre d'organisations de producteurs mises en place et fonctionnelles	Rapports
Oignon						
Manque de semence Faible production Insuffisance d'encadrement Faible niveau d'organisation des producteurs et de circuit de commercialisation	Satisfaire le marché national et sous régional	Appui à la mise en place de circuit d'approvisionnement en semence Appui au dispositif d'encadrement Appui à l'organisation des producteurs Appui à l'organisation de la commercialisation	2008-2009	MDR, ACDA, ICRA, Mini Commerce, opérateurs économiques Université	Qté de semence distribuée Qté produite Qté commercialisée	Rapports
Appui aux activités commerciales	Faciliter la		2008-	MCIPME		

et industrielles dans les Directions Régionales du Commerce	circulation de l'information commerciale sur les prix, la disponibilité des produits de production		2010	MDR		
--------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------	--	------	-----	--	--

Critères de choix et de priorité

Quatre (4) critères ont guidé le choix de ces produits :

- 1- l'importance de la population cultivant ou susceptible de cultiver ;
- 2- la répartition géographique du produit sur le territoire ;
- 3- l'échéance de réalisation qui se situe dans le court terme pour un impact rapide en terme de production et de commercialisation ;
- 4- Existence de marchés ou débouchés.

Sur dix huit (18) produits listés, quatre (4) ont été retenus à savoir, le manioc, l'igname, le sésame et l'oignon.

Les autres produits listés sont les suivants : piment, maïs, champignon, pomme de terre, arachide, miel/cire, sorgho, bananes, chenille, légumes, fruits, poivre sauvage, le kolatier et huile de palme.

D'autres produits potentiels ont été identifiés notamment peaux et cuirs, caprin/ovin, etc. ainsi que le service. Cependant, il serait souhaitable que des études d'opportunités soit réalisées afin d'arriver à la classification des produits et par là, la priorisation des projets du cadre intégré.

CEREMONIE DE CLOTURE

La Cérémonie de clôture a été placée sous la présidence de Madame **Rosalie KOUDOUQUERET MOLOGBAMA**, Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Petites et Moyennes Entreprises, assistée de Monsieur **Désiré ZANGA KOLINGBA**, Ministre de la Jeunesse, des Arts et de la Culture.

La Ministre s'est félicitée de la tenue de cet atelier de validation de l'Etude Diagnostique sur l'Intégration Commerciale qui marque une étape très importante dans le processus du cadre intégré et qui offre d'importantes pistes de réflexion permettant d'amorcer des réformes profondes en vue de l'amélioration de l'accès de la République Centrafricaine aux marchés régionaux et internationaux, afin de participer efficacement au système commercial multilatéral.

Elle a tenu à remercier vivement, au nom du Gouvernement et en son nom propre, les agences du cadre Intégré notamment, l'OMC, la CNUCED, le CCI, la BM, le FMI et le PNUD pour leur appui inconditionnel au processus du Cadre Intégré en RCA.

La Ministre a demandé aux dites agences d'appuyer la RCA dans la mise en place dans un bref délai, l'Unité de Mise en Oeuvre qui va assurer la mise en application des actions contenues dans la matrices d'actions prioritaires.

Elle a également félicité les membres du Comité de pilotage du cadre intégré de la RCA qui ont tout mis en œuvre pour la réussite de cet important programme de renforcer des capacités du pays.

C'est sur une note de satisfaction pour la tenue de cet atelier de validation de l'EDIC et d'espoir de voir commencer très rapidement la mise en œuvre de la matrice d'actions prioritaires d'une part, et du lancement effectif du Cadre Intégré Renforcé d'autre part que la Ministre a clôturé la séance.